

## Description du programme

Cette conférence est une partie de la série de sessions régionales et nationales de formation et de dialogues, sous le programme « Encourager les valeurs de la démocratie dans la région des grands lacs », qui vise à renforcer la démocratie parlementaire en Afrique à travers le renforcement des capacités des institutions parlementaires, le développement des ressources humaines, ainsi que le renforcement des capacités des

parlementaires. A travers ce programme, supporté par la coopération hollandaise pour le développement, AWEPA facilite les dialogues parlementaires, les échanges de vues et des expériences, ainsi que les débats constructifs entre parlementaires. Le programme « Renforcer les valeurs de démocratie dans la région des grands lacs » a été d'une importance capitale dans l'organisation et le déroulement de ces dialogues. •

## À propos de l'AWEPA

AWEPA est une Organisation Non-Gouvernementale qui travaille en collaboration avec les parlements africains en vue de renforcer la démocratie parlementaire en Afrique, présenter une bonne image de l'Afrique en Europe dans les programmes politiques, faciliter le dialogue parlementaire entre Africains et Européens. AWEPA a servi comme instrument unique pour les opérations complexes de démocratisation, à travers : la base d'éligibilité pour plus de 1500 parlementaires européens, qui consacrent leur grande expertise à l'apprentissage entre pairs avec leurs collègues Africains. Un partenariat à long terme avec les collègues parlementaires africains, qui garantit la propriété locale et le sens de responsabilité, y compris de l'infrastructure pour les points d'entrée politiques et parlementaires (*political and parliamentary entry points*), qui comprend 11 bureaux pour Africains et 2 pour Européens, ainsi que 25 parlements en Afrique et 28 en Europe, y compris le parlement panafricain et le parlement européen. •

## Perspectives d'avenir

Beaucoup de recommandations faites lors des rencontres précédentes ont été appliquées par différents parlements et parlementaires. Les participants ont exprimé leur engagement renouvelé d'échange d'expériences dans la région, d'adaptation des meilleures pratiques et des législations positives en vue de s'assurer que la région s'engage à bénéficier d'un développement équilibré et centré sur le secteur privé, l'appui à l'agriculture et les assurances de la qualité de l'environnement. Les participants se sont mis d'accord sur la mise en application des résolutions du séminaire en vue de faciliter l'élaboration des projets communs des plans d'action parlementaires et du secteur privé sur l'incorporation des genres dans le développement du secteur privé et sur l'accès facile aux crédits entre les groupes de femmes vulnérables. AWEPA et l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est (EALA) ont confirmé de continuer à apporter un appui à la promotion du secteur privé •



## Le rôle des parlementaires dans le développement du secteur privé et l'adaptation au changement climatique

Dar es Salaam, du 15 au 16 juin 2009



## Les Parlementaires de la région des Grands Lacs s'engagent à améliorer le climat de l'investissement dans la région.

L'atelier sur le rôle des Parlementaires dans le Développement du Secteur Privé et l'Adaptation au Changement Climatique, organisé à l'hôtel Mövenpick à Dar es Salaam du 15 au 16 juin 2009, a été centré sur l'accroissement du rôle des parlements et des parlementaires dans l'amélioration du climat des affaires et des investissements dans la région des Grands Lacs. Cet atelier a été une anticipation au Marché Commun de l'Afrique de l'Est qui vise à offrir des opportunités considérables et qui nécessitent d'être bien compris par les parlementaires et le monde des affaires de stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté dans la région. En plus, l'atelier a offert aux parlementaires l'opportunité de parler des conséquences du changement climatique dans le développement du secteur privé et de celui de l'agriculture, en vue de proposer des actions politiques et législatives d'appui à l'adaptation, à la mitigation et aux initiatives visant la sécurité alimentaire.

L'atelier a aussi cherché à soutenir la réalisation des Objectifs du Millénaire, particulièrement les Objectifs 1, 7 et 8 qui visent à soutenir respectivement l'environnement, l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, la création d'un partenariat mondial pour le développement favorable aux idées viables des affaires et du commerce, qui encouragent la croissance, les richesses et la création d'emplois.

Les parlements, à travers leurs fonctions représentatives et législatives, sont des institutions d'une importance capitale dans la création d'un climat favorable aux affaires, appuyé par des cadres légaux et juridiques basés sur les principes démocratiques. Ceux-ci sont des pierres angulaires pour une croissance économique qui prend en compte les conditions de vie des populations démunies, ce qui est une exigence primordiale de toutes stratégies de réduction de la pauvreté. •

## Résultats

Treize communications ont été faites et discutées en plénière durant l'atelier, en vue d'initier un processus de dialogue sur l'impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire et relancer les activités économiques dans la région. Parmi les résultats attendus, figuraient les suivants : un projet harmonisé de législation et des politiques favorables au nouveau Marché Commun de l'Afrique de l'Est; l'adaptation au changement climatique et le développement de l'agriculture; l'incorporation accrue des questions de genre dans les processus du Développement du Secteur Privé (DSP); l'accès massif des femmes vulnérables au crédit; des activités économiques intenses et la création d'emplois comme résultats d'un climat régional favorable aux affaires ;

une meilleure compréhension des effets du changement climatique sur DSP, la sécurité alimentaire et les meilleures pratiques d'adaptation dans la région; et un engagement ferme entre les parlementaires et le secteur privé.

## LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

Le rôle primordial joué par le secteur privé dans les économies durables ne peut pas être négligé ; toutefois, il a été observé que la corruption constitue un obstacle majeur. Il a été observé que le parlement est une institution importante dans la lutte contre la corruption. L'atelier a recommandé de combattre les formes de fraude dans le secteur privé, à travers les codes de bonne conduite, en vue de s'assurer d'une bonne gouvernance dans la corporation. Il a également été noté qu'en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire liés au développement, les

gouvernements devraient allouer plus de fonds au développement du secteur privé et qu'il y a nécessité de supprimer les barrières qui entravent le développement de celui-ci, de lieux de production à ceux de vente.

## LES CHANGEMENTS CLIMATIQUE

L'Afrique souffre de graves conséquences du changement climatique et de contraintes économiques engendrées par celui-ci. Le changement climatique et l'habitat ont été discutés, étant donné que le mouvement de migrations urbaines met sous pression les personnes âgées qui sont laissées derrière pour s'occuper de travaux de champs. Le besoin de renforcer des capacités des femmes et les filles face aux implications du changement climatique sur le développement économique a été épinglé, ainsi que l'égalité des genres dans le développement du secteur privé. •



Hon. Margret Ziwa, l'Assemblée législative est-africaine



M. Aidn Eyakuze, Directeur, 'Serengeti Advisers'



M. Pär Granstedt, Dr. Jeff Balch, M. Omari Issa, M. Patrick Orr



Auteurs Pamela Matinde  
Réviseurs Jeff Balch, Alizia Kamani  
Traducteur Frank Kayitare  
Photos AWEPA  
Mise en page Lena Shafir, www.shafir-etcetera.com  
Impression Jubels bv

AWEPA International, Prins Hendrikkade 48 -G  
1012 AC Amsterdam, Pays-Bas  
Téléphone +31 20 5245678  
Télécopie +31 20 6220130  
Courriel amsterdam@awepa.org  
http://www.awepa.org  
© Awepa, 2010

## La session d'ouverture

M. Pär Granstedt, Secrétaire Général de l'Association Européenne des Parlementaires avec l'Afrique (AWEPA), a présidé la session d'ouverture et a remercié le parlement tanzanien, la Communauté d'Afrique de l'Est et le Conseil Commercial d'Afrique de l'Est pour le rôle qu'ils ont joué dans l'organisation de cet atelier, pour qu'il a déclaré « était celui de promouvoir le rôle des parlementaires et des parlements dans l'amélioration du climat des affaires et des investissements dans la région des grands lacs, l'adaptation au changement climatique et le développement de l'agriculture. »

L'honorable Asman Yanguo, député de l'Assemblée Nationale de la Tanzanie, a fait un exposé sur : « l'importance de la participation des parties prenantes. » Il a répété que les défis liés à la réalisation des Objectifs du Millénaire pourraient être surmontés seulement à travers les actions positives des parties prenantes. Il a aussi fait le plaidoyer pour un cadre de dialogue et de coordination pouvant permettre aux parties prenantes de contribuer significativement à la maîtrise de l'adaptation au changement climatique et à atteindre la sécurité alimentaire.

M. Reginald Mengi, président du Conseil Commercial d'Afrique de l'Est (EABC) a parlé sur le rôle important du secteur privé et la nécessité de combattre la corruption à travers les codes de bonne conduite dans le domaine des affaires. Il a insisté sur le fait que les parlementaires peuvent aussi jouer un rôle essentiel à travers une législation protectrice, la transparence et la responsabilité au sein du gouvernement. ●

#### 1ère Session: L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ POUR LE MARCHÉ COMMUN DE L'AFRIQUE DE L'EST

M. Aidan Eyakuze, Directeur de 'Serengeti Advisers', a mentionné les problèmes majeurs du développement du secteur privé. Il a noté que l'allocation budgétaire par les gouvernements est inadéquate pour financer des activités appropriées à la réalisation des Objectifs du Millénaire et se traduit par la dépendance vis-à-vis de bailleurs de fonds.

M. Omari Issa, Directeur Exécutif d'Investment Climate Facility for Africa, a souligné que la nécessité de supprimer les barrières dans le secteur privé existe toujours et qu'exige le soutien des parlementaires à travers une législation dans le secteur privé. Il a fait le plaidoyer en faveur de l'adaptation des meilleures pratiques en précisant que la volonté politique pourra contribuer significativement aux des résultats.

M. Fernando Matos Rosa, Secrétaire Général, Conseil Européen des Affaires pour l'Afrique et la Méditerranée (European Business Council for Africa and the Mediterranean-EBCAM), a expliqué les rôles particuliers joués par le secteur privé dans la promotion des affaires et a décrit la carte routière des affaires en Afrique de l'Est comme étant caractérisée par : les meilleurs investissements, la bonne gouvernance, l'entrepreneuriat, des bonnes politiques et des infrastructures, l'existence du capital humain et la mitigation des risques.

M. Davis Robertson, Représentant résident de l'Association de l'Afrique de l'Est, a parlé des sources alternatives d'énergie biocombustibles et thermiques, faisant remarquer que l'irrigation offrait des solutions écourtées et que les investisseurs ont besoin des solutions pratiques pour faire face au changement climatique, et que les patterns écologiques dégradés et l'accès difficile à l'eau constituaient des préoccupations mondiales. ●

#### 2ème Session: LES DÉFIS ET DES OPPORTUNITÉS DU CHANGEMENT CLIMATIQUES

M. Halifa Omar Drammeh, Conseiller spécial du Directeur Exécutif de l'UNEP a déclaré qu'« il n'y a pas de développement durable sans urbanisation et nous devons impliquer chaque personne en vue des résultats efficaces face au changement climatique ». Il a en outre ajouté que « les Africains devraient former des bases de négociation de COP15 au Copenhague. »

Dr Markandey Rai, représentant de l'UN-Habitat, a fait un exposé sur: Changement climatique et Habitat. Dr Rai a parlé du nouveau programme connu sous le nom de « Réseau pour un développement urbain durable » (Sustainable Urban Development Network) qui comprend un plan à moyen terme centré sur les villes et l'Initiative pour le Changement Climatique (CCCI), destinée à promouvoir une collaboration active par rapport à la gestion du changement climatique, la politique de dialogue, les stratégies de prise de conscience, l'éducation et le renforcement de capacités.

Mme Mary Swai, Chef du département de l'énergie et du Changement Climatique en Tanzanie (Tanzania Traditional Energy Development and Environment organisation-TaTEDO), a parlé du changement climatique et de l'énergie durable. Sa présentation a tourné autour des effets du changement climatique dans le secteur de l'énergie en Tanzanie et les efforts conjugués pour lutter contre ces derniers.

Prof. Maggie Kigozi, Directeur Exécutif de l'Agence Ougandaise de l'Investissement a souligné que les barrières administratives constituent un défi pour les investissements et a parlé de dix commandements pour un climat d'investissement idéal. Elle a cité entre autres : la stabilité politique/sécurité, la stabilité économique, de bonnes infrastructures, un gouvernement et une machinerie dynamiques. ●

#### 3ème Session: LE RÔLE DES PARLEMENTAIRES : DES OPTIONS POLITIQUES ET LÉGISLATIVES POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ET RÉPONDRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'honorable Dr James Ndahiro (membre de l'EALA) a souligné le rôle des parlementaires dans le processus d'intégration en vue de servir des canaux de communication entre gouvernements, secteur privé, société civile et tous les autres groupes d'intérêts pour améliorer, accélérer et promouvoir un climat compétitif des affaires à travers l'innovation et l'entrepreneuriat.

L'Honorable Bazatoha Adolphe, Député du Rwanda, a centré sa communication sur le rôle du parlement et des parlementaires dans la conception des programmes nationaux et régionaux pour l'adaptation au changement climatique et leur vulgarisation auprès des parties prenantes. Pour lui, les effets du changement climatique peuvent avoir un impact négatif sur la réalisation des Objectifs du Millénaire.

M. John McIntire, Représentant de la Banque Mondiale en Ouganda et en Tanzanie a exposé sur « La crise financière internationale sur les économies africaines en développement et l'aide internationale au développement. » Il a déclaré que les membres du parlement ont le devoir de répondre aux besoins des populations et les dépenses publiques devraient être prises en compte dans différents secteurs. ●

#### 4ème Session : L'ÉGALITÉ DU GENRE DANS LE PROCESSUS DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'honorable Lotta Hedstrom, Députée de la Suède, a fait une communication sur « L'Europe et l'égalité des genres dans le changement climatique et l'entrepreneuriat. » Elle a mentionné que le parlement suédois devrait prendre une décision importante relative au changement climatique, étant donné que les gens ont besoin de « recettes morales » et non de « recettes industrielles » aussi bien que l'accroissement de la représentation féminine dans tous les secteurs. Elle a également souligné l'importance de biogas, de l'entrepreneuriat féminin et du plan de développement vert (green house development plan) comme étant quelques-unes des solutions possibles.

Judy Kimamo du Mouvement de la Ceinture Verte a remarqué que le changement climatique et les ressources environnementales limitées réduisent les profits réalisés par le mouvement des femmes à l'égard du bien-être et de l'appui social, de la responsabilisation et du plaidoyer. ●

## Mots de clôture

L'honorable Abdirahim Haithar Abdi de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'est (EALA) a applaudi le Secrétaire général et les dirigeants de l'AWEPA pour leur soutien continu aux parlements et aux parlementaires en Afrique, spécialement à EALA. Il a ajouté qu'EALA a joué et continuera à jouer un rôle instrumental dans le passage de la législation nécessaire pour promouvoir le développement du secteur privé, l'amélioration de l'agriculture et l'adaptation au changement climatique.

Il a exhorté les parlementaires à s'assurer que la région bénéficiera d'un développement équilibré et ciblé du secteur privé, de la sécurité alimentaire et de la qualité d'environnement. Il a conclu en demandant aux participants à implémenter les résolutions de la conférence afin d'aider à l'élaboration des plans d'action communs, parlementaires et du secteur privé, qui doivent également comprendre l'équilibre entre hommes et femmes dans le développement du secteur privé et l'amélioration d'accès au crédit parmi les femmes et les groupes vulnérables. ●



Hon. Abdirahim Haithar Abdi, président de l'Assemblée législative est-africaine



M. Pär Granstedt, ancien secrétaire général d'AWEPA



Hon. Janet Mmari, MPEALA



M. Omari Issa, directeur général, Le Fonds pour le Climat d'Investissement en Afrique



Mme. Lotta Hedström, ancienne membre du parlement